

16 August 2017



Les éléments du bataillon indien assurent l'escorte des membres des composantes civiles de la Mission, ici la Volontaire ONU Jeanne Warnet. (MONUSCO/Force, 2017)

Garantizar la protección a las poblaciones víctimas de los conflictos en la República Democrática del Congo

Depuis 2015, la Volontaire ONU internationale Jeanne Warnet (France) est affectée au sein du bureau conjoint des Nations Unies pour les droits de l'homme (double mandat OHCDH et MONUSCO) en tant qu'officier des droits de l'homme au bureau de terrain de Goma.

A 30 ans, et suite à une première expérience en droit pénal et droit des étrangers et d'asile, Jeanne est affectée comme officier des droits de l'homme au sein du département reporting et enquêtes particulières. Les bénéficiaires des actions qu'elle mène avec son bureau, sont les populations civiles du nord Kivu, victimes d'un conflit qui dure depuis plusieurs décennies. Ces populations civiles souffrent de nombreuses

violations des droits de l'homme, parmi les plus essentielles comme l'atteinte au droit à la vie, l'atteinte à l'intégrité physique, l'atteinte au droit à la liberté et à la sécurité ou encore l'atteinte au droit de propriété. La plupart de ces populations vivent dans des conditions très précaires et se trouvent pris en étau sous le contrôle des groupes armés.

« Mon travail au sein du bureau de Goma reste très varié. Une principale composante consiste à la collecte d'information et l'analyse des données que je réunis après mener des enquêtes auprès de la population pour détecter de probables violations des droits de l'homme commises à Goma et dans les territoires de Masisi, Walikale, Rutshuru et Nyiragongo (...) L'objectif de notre travail vise à faire que les violations et abus commis ne restent pas inconnus et impunis. »

L'affectation en tant qu'officier des droits de l'homme amène également la Volontaire ONU Jeanne à mener des activités de sensibilisation, de formation destinées aux autorités, aux forces de sécurité et à la société civile sur les notions de droits de l'homme, de droit international humanitaire et de protection des civils. De même que, la conduite d'activités de plaidoyer auprès des autorités judiciaires et étatiques pour lutter contre l'impunité. Plaidoyer pour ouvrir des enquêtes et assurer le suivi des affaires. « C'est un travail de longue haleine qui ne peut se faire sans le peuple congolais. C'est eux qui disposent de toutes les solutions vers un meilleur avenir. »

“ *Ce qui est le plus valorisant dans mon affectation, c'est lorsque je rencontre une personne et parviens à lui redonner espoir dans l'humanité et motivation pour se battre pour construire un Congo meilleur.* ”

Un des exemples de monitoring mené, consiste à suivre de près les dossiers de personnes arrêtées lors de manifestations par exemple, notamment dans le cadre du contexte électoral. « Lors des manifestations, nous procédons au monitoring de la situation. Lorsqu'il y a des membres de la société civile arrêtés, nous faisons le suivi de leur arrestation et détention auprès des autorités. (...) S'il y a poursuite et procès, nous faisons le suivi de la procédure et du procès et le plaidoyer pour une justice indépendante et impartiale. Toutes les informations sont systématiques partagées avec le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme afin de faire pression sur le gouvernement congolais.



África Subsahariana

• Kivu • droits de l'homme • Monusco • OHCHR

Sustainable Development Goal: **SDG 16: Peace, justice and strong institutions**